

Après avoir consenti à engager les dépenses énormes nécessaires en vue de réaliser la mise en valeur du Nord, le gouvernement déclare: aux prospecteurs de pétrole et de minerais nous donnerons presque carte blanche. Nous leur accorderons des concessions. Nous fournirons des subventions ou des prêts à quiconque trouvera des minéraux, de l'énergie, du pétrole, du gaz naturel ou toute ressource productive dans notre territoire septentrional. Tous ces gens-là pourront profiter des avantages spéciaux des dispositions fiscales qui autorisent des défalcatons et un amortissement rapides.

Le gouvernement va dépenser de l'argent pour mettre le Nord en valeur mais c'est l'entrepreneur privé, le spéculateur ou l'homme d'affaires qui en retireront les avantages. A notre avis ce n'est pas la bonne formule. Nous estimons que si le gouvernement dépense des sommes énormes pour installer les services de base nécessaires à la mise en valeur, à son titre de représentant de la population canadienne il doit au moins en retirer une part d'avantages. Le gouvernement devrait partager les profits de la mise en valeur et ne pas se contenter de fournir les fonds.

J'aimerais maintenant revenir à ce qui cloche, à mon avis dans la façon dont le ministre aborde les recommandations de la Commission Carrothers. Celle-ci a déclaré que l'éducation était la pierre de touche de l'avenir du Nord. C'est vrai. Il serait injuste de ma part de dire que le gouvernement n'a rien fait dans ce domaine. Bien entendu, il a fait beaucoup. Nous avons dépensé plus d'argent que jamais auparavant pour instruire les jeunes du Nord. Les jeunes Indiens et Esquimaux vont à l'école plus longtemps. Mais ce qui m'inquiète, c'est le genre d'instruction qu'ils reçoivent. On ne tient aucun compte de leur héritage culturel et linguistique. On m'a parlé d'instituteurs qui ne parlent pas un mot d'esquimaux ou d'indien et qui, pourtant, enseignent la première année à des petits Indiens et petits Esquimaux qui ne parlent pas un mot d'anglais. Les enseignants vont dans le Nord après avoir pris, au plus, un cours accéléré de deux ou trois semaines conçu pour les initier aux problèmes, à l'histoire et à la culture du Nord. Cela ne suffit pas—à moins que, consciemment ou inconsciemment, nous ne cherchions à assimiler complètement les aborigènes du Nord canadien et à faire disparaître leur culture, leur langue et leur mode de vie complètement. J'ignore si c'est ce que cherche le ministre, mais ce n'est certainement pas ce que je veux ou ce que veut mon parti. Nous estimons que les Indiens ou les Esquimaux du Nord ont le droit démocratique de choisir leur mode de vie. Ils ont le

droit de choisir s'ils veulent travailler comme l'homme blanc travaille, et vivre comme lui. C'est à eux qu'il revient exclusivement de choisir. Mais c'est à nous qu'il incombe de veiller à ce qu'ils en aient le choix. Autrement dit, nous devons leur assurer les services d'instruction, de logement, de santé et d'emploi qui leur permettront d'adopter notre mode de vie s'ils le désirent.

Je reconnais notre dilemme. J'ai déjà dit qu'à notre avis on devrait accorder des pouvoirs plus étendus aux conseils territoriaux; mais nous reconnaissons aussi que si cela se fait dès maintenant, les Blancs des Territoires, et je songe surtout aux Territoires du Nord-Ouest, prendront rapidement dans une plus large mesure le contrôle de la destinée des Territoires. Comme le signale la Commission Carrothers, les Blancs ont la formation, l'énergie et le savoir; ce sont eux qu'on élit aux conseils des Territoires.

Si ma mémoire m'est fidèle, et je ne crois pas me tromper, je ne me souviens pas qu'on ait nommé un seul Esquimaux au Conseil des Territoires du Nord-Ouest...

L'hon. M. Chrétien: On élit un Esquimaux et on en nomme un.

• (12.50 p.m.)

M. Orlikow: Il n'est pas nécessaire d'être spécialiste pour se rendre compte, en écoutant parler les gens, que le véritable pouvoir est dévolu aux blancs en raison de leur expérience et de leurs antécédents. Nous pensons que c'est mauvais, monsieur l'Orateur. La majorité des habitants des Territoires du Nord-Ouest est et continuera d'être, pendant de nombreuses années, d'origine indienne et esquimaude.

Que devrions-nous faire? A notre avis, il faudrait encourager un plus grand nombre de communautés à obtenir rapidement un gouvernement local. Le ministre en a parlé, mais on a bien peu de preuves qu'en fait il a accompli beaucoup dans ce domaine sous une forme acceptable pour ces communautés. Nous croyons que les pouvoirs conférés au gouvernement local; conseil municipal, conseil de bande ou district local, doivent être accrus. D'accord avec le ministre, nous estimons que le moyen le plus important pour assurer la croissance du gouvernement autonome est entre les mains des communautés locales.

Les autochtones connaissent mal les institutions gouvernementales locales. Les institutions et les gens devront changer. Ce n'est qu'une fois que les autochtones auront appris ce qu'est le pouvoir politique et comment il faut l'exercer qu'aura lieu dans le Nord une nouvelle répartition des pouvoirs. Si le minis-